

Congrès

Journal du 43^e



PROGRAMME 14

- **8h** : Bureau du congrès
- **8h30** : Ouverture de la 6^{ème} séance
- **8h30** : Journal télé
- **8h40** : Présentation du document d'orientation / Débat / Amendement
- **11h** : Explication de vote / Vote lecture optique du document d'orientation
- **11h10/11h25** : PAUSE
- **11h25** : Les entreprises en lutte
- **12h** : Intervention de Sophie Binet
- **12h15** : Election de la présidence de la 7^{ème} séance
- **12h30/13h30** : PANIER REPAS
- **13h30** : Manifestation Strasbourg
- **16h00** : Publication et projection des résultats du vote sur le document d'orientation
- **16h10** : Rapport du Conseil National / Propositions de candidatures à la Direction fédérale / Débat
- **17h10** : Explication de vote / Vote lecture optique du CEF et de la CFC
- **17h15/17h30** : PAUSE
- **17h30** : Annonce des résultats du vote CEF/CFC
- **17h35** : Election de la présidence de la 8^{ème} séance
- **19h30** : Soirée Fraternelle : Bal Pygmées / Yvan LE BOLLOC'H / Soirée DJ

Les coulisses du congrès

Virginie Letellier / Sigrid Malsan - Organisation du congrès

Quelle formidable aventure que l'organisation de ce 43^e congrès fédéral !

Quelle chance et quel privilège d'avoir vécu cette expérience ensemble, dans l'échange, le dialogue et l'écoute. Chaque réunion, côte à côte ou face à face, nous a permis d'affiner notre vision, d'ajuster chaque détail, d'anticiper les imprévus et d'essayer de tout paramétrer. Nous avons été au cœur de la machine, avec enthousiasme et engagement, en nous serrant les coudes pour évoluer ensemble, jamais l'une sans l'autre. Enfin, nous sommes fières d'avoir préparé ce congrès aux côtés de Sylvie, qui nous a épaulées à chaque étape, et de Nail qui nous a fait confiance dès la première heure. Bon congrès à toutes et tous !



Compte-rendu des travaux

La FTM CGT, syndicat de masse et de classe !



Lutter contre les idées d'extrême droite

Ancrée dans nos valeurs démocratiques, la lutte contre les idées d'extrême droite nécessite l'implication de tous nos syndiqués, notre fédération a souhaité en faire un thème central de notre congrès.

Les interventions de la table ronde et des congressistes ont démontré que l'extrême droite n'est pas une réponse au capitalisme mais un poison qui amplifie ses méfaits. Elle exploite la colère légitime des travailleurs pour mieux les diviser, les opposer, les affaiblir. Derrière les slogans nationalistes et populistes, elle défend les puissants, le patronat voyou qui exploite les salariés. Elle n'a jamais été du côté des grévistes, des sans-papiers, des précaires, ni des syndicalistes.

Ce débat au congrès dénonce sans ambiguïté cette imposture sociale. L'extrême droite attaque les droits collectifs, criminalise les luttes, s'attaque aux migrants et défend un ordre autoritaire. Son programme, c'est plus de répression, moins de solidarité, le démantèlement des services publics et la soumission aux logiques patronales.

Les camarades au congrès ont rappelé que les adversaires ne sont pas nos collègues, nos voisins, les salariés dans le monde. Les vrais ennemis sont ceux qui exploitent, qui licencient, qui bloquent les

salaires pendant qu'ils gavent les actionnaires.

Face à la haine et aux mensonges, il faut opposer la solidarité, la force du collectif, la lutte de classe. L'extrême droite n'a rien à faire dans nos entreprises, nos quartiers, nos vies. Pour ce faire, les délégués formulent des propositions concrètes, notamment de réveiller les consciences politiques en organisant des débats dans nos syndicats.

En posant la question du rapport au travail, en participant aux formations organisées par la CGT, en agissant sur les réseaux sociaux et sur le terrain politique, nous révélerons la grande escroquerie des idées d'extrême droite.

Qualité de vie syndicale

La qualité de vie syndicale est un enjeu central pour faire vivre une CGT forte, ancrée dans les réalités du travail. Être militant CGT aujourd'hui, ce n'est pas un passe-temps : c'est un engagement pour défendre les droits, en conquérir de nouveaux, et porter la voix des salariés. Pour cela, il faut des moyens : du temps, des locaux dignes, du matériel, de la reconnaissance et du respect.

Mais cette qualité de vie syndicale ne peut exister que si le syndicat garde la main sur ses outils, à commencer par le CSE. Le Comité Social et Economique ne doit pas être un lieu neutre



Désindustrialisation et réindustrialisation

Depuis des décennies, la France subit une politique de désindustrialisation massive, dictée par les logiques du capital : délocalisations, fermetures de sites, casse de l'emploi industriel. Des milliers de salariés ont vu leurs outils de travail détruits au nom de la rentabilité. Cette stratégie a affaibli les territoires, brisé des vies, et mis en danger notre souveraineté économique.

Pour notre fédération, réindustrialiser, c'est relocaliser des productions utiles, créer des emplois stables, sous statut et bien rémunérés, avec des droits pour les travailleurs. C'est planifier démocratiquement les investissements, avec les salariés, pour répondre aux besoins sociaux et écologiques.

Ainsi, notre congrès a réaffirmé le besoin d'une véritable politique industrielle publique, appuyée sur la recherche, la formation, et des filières stratégiques sous contrôle social. Sans la maîtrise collective des choix industriels, il n'y aura pas de réindustrialisation au service du progrès. Afin de répondre aux enjeux environnementaux et sociaux, nous avons besoin de construire l'avenir et d'inventer les usines du futur, de convertir nos outils de production et d'en garder la maîtrise. La fédération porte une proposition de lois sur la responsabilisation donneurs d'ordres/sous-traitants. Les intervenants du débat ont martelés l'impérieuse nécessité de travailler des projets ou contre-projets CGT.

Nous portons l'exigence d'un encadrement strict de la sous-traitance et d'une relocalisation des activités dans un cadre social et environnemental maîtrisé pour l'emploi, les salaires et l'intérêt général.

ou technocratique. Il doit être l'instrument des revendications syndicales. Sans lien avec le syndicat, le CSE devient un simple organe de gestion déconnecté des luttes.

Les interventions, lors de ce débat, ont porté que le CSE doit être utilisé pour faire avancer les revendications collectives, pour faire entendre la colère, et pour construire le rapport de forces. Il doit être animé par des militants formés, soudés au syndicat, et non pas isolés dans des logiques de compromis permanents. Ainsi, la nécessité de dispenser la formation d'accueil des nouveaux syndiqués et la formation économique CSE des élus est réaffirmé par plusieurs camarades du congrès.

Une vraie qualité de vie syndicale, c'est donc aussi un vrai pouvoir syndical dans l'entreprise. Cela passe par des élus en lien, avec leur syndicat, par la reconnaissance pleine de l'activité syndicale, et par un soutien collectif à chaque camarade engagé. En toute logique, il faut donc penser au renouvellement des équipes syndicales, impliquer les élus CSE suppléants et transmettre les savoirs et les compétences.



Pascal Morel
Retraité Renault Cléon

Interview



Nathalie ALVAREZ
Retraîtée Aubert et Duval

Christelle Rocquencourt
Déléguée syndicale - Matra électronique

Comment et pourquoi militer à la CGT quand on n'a plus d'employeur, c'est important ?



Nathalie : Alors plus d'employeur oui, mais je reste dans ma section qui est rattachée au syndicat de mon ancienne entreprise. Je ne me sens pas sans employeur. Bien sûr il n'y a pas la contrainte du travail mais je suis quand même rattachée à mes collègues, et pour moi, c'était important. C'est de la solidarité. Ce n'est pas parce que tu arrêtes de travailler que le combat s'arrête. Le combat est toujours là.

Pascal : Je suis adhérent à la CGT depuis 1983 et je suis toujours militant dans les structures de la CGT pour transmettre l'expérience que les anciens m'ont déjà transmise. Et comme je ne supporte pas les injustices sociales, la situation dans le monde et l'exploitation de la planète et de la population, quelle qu'elle soit, mon engagement restera jusqu'à mon dernier souffle.

Pourquoi est-ce que c'était important de venir à ce 43ème congrès en tant que retraitée ?

Nathalie : C'est important de participer à ce congrès pour rester dans le monde, et pas me retrouver dans le monde d'à côté. Si tu ne fais rien, si tu ne restes pas avec des actifs, avec des jeunes, c'est un monde à part. Donc, pour moi c'était important de rester dans la vie.

Un dernier mot pour les congressistes, retraités, actifs et jeunes ?

Nathalie : Le combat continue. Et ce n'est pas parce qu'on est à la retraite qu'on n'a plus de pouvoir. Parce que si un jour tous les retraités s'arrêtaient d'aller dans les associations, de garder les petits enfants, si on faisait tous grève, je préfère vous dire qu'on arrêterait l'activité industrielle, et toute l'économie aussi serait à l'arrêt. Il ne faut pas croire que parce qu'on est retraitée, on n'a pas de pouvoir, ce n'est pas vrai.

Pascal : À la CGT, on doit intégrer tout le monde. L'intergénérationnel, c'est une richesse. La diversité, c'est une richesse. On a un seul combat commun, c'est combattre le capitalisme et l'exploitation, la destruction des hommes via les guerres et la destruction de la planète.





Je m'appelle **Christelle ROCQUENCOURT**, je travaille chez Matra électronique dans l'Oise et je suis déléguée syndicale.

Est-ce que tu peux me donner tes premières impressions ?

Je suis arrivée sereine, 500 kilomètres en voiture ça se fait bien. Et, je suis vraiment dans ce mouv' d'être toujours aussi apaisée même au bout du 3ème jour.

Est-ce que ton syndicat a travaillé la préparation ce congrès ?

Si oui, comment est-ce que vous avez fait ?

On s'est réunis tous autour de la table et on a parlé des points qui sont toujours à l'ordre du jour au sein de la CGT : paix et désarmement, puisque je travaille dans une entreprise de défense. Et nous avons travaillé aussi un peu sur la thématique de l'extrême droite. Nous sommes partis sur tout ce qui est syndicalisation et comment arriver à syndicaliser un petit peu plus et à impliquer plus nos élus ou nos syndiqués pour avancer.

Un dernier mot pour les congressistes et pour les quelques jours qui nous restent ?

Pour les premiers congressistes : vivez-le à fond. Et franchement, c'est toujours un plaisir de venir dans un congrès. Vive le 43e Congrès et vive la CGT.

REMETTRE LE TRAVAIL DANS LE BON SENS



Congrès UFICT

Fabrice Lallement
Laurent Richard

Le 14ème Congrès de l'UFICT s'est tenu du 14 au 18 octobre 2024, à Carcans (Gironde). Les enjeux autour des Ingénieurs, Cadres et Techniciens (ICT) revêtent une importance capitale pour la CGT, sachant que la fédération de la métallurgie est la première fédération du privé pour ces catégories socioprofessionnelles, dont la proportion globale au sein du salariat ne cesse de croître.

Les thématiques prioritaires de la feuille de route de la nouvelle mandature sont les suivantes :

- Les conditions de travail et le sens du travail,
- Les nouvelles formes de mobilisation,
- La transition environnementale.

L'importance du renforcement de notre maillage UFICT en territoires a été au centre des échanges. La volonté de l'UFICT est d'apporter un soutien tangible à nos bases syndicales, en particulier dans les plus gros bassins d'emplois, pour développer une activité spécifique en phase avec les attentes des militants CGT et des salariés ICT. Cela se traduira par la création de collectifs UFICT dans les USTM et/ou la désignation de "référents" ICT au sein des syndicats CGT.

L'utilisation des nombreux outils mis à disposition par l'UGICT (enquête conscientisante, radar environnemental, questionnaires télétravail et forfait jours, etc.) sera utile pour déployer de manière efficace une démarche revendicative spécifique. D'une manière générale, nous travaillerons à la mise en œuvre de bonnes pratiques pour assurer la consultation des salariés, qui constituent un levier important pour peser auprès des ICT (démocratie syndicale), en complément du travail de terrain impératif pour notre renforcement.

Pour augmenter notre visibilité et favoriser la syndicalisation des ICT, un effort important sera fait sur :

- La communication (tracts, livrets, articles...)
- La formation (journées d'étude, formation spécifique syndicalisation ICT, ...)

Enfin, l'ouverture de notre UFICT vers des organisations parties prenantes de la société civile (syndicats européens/internationaux, ONG, associations, collectifs citoyens, partis politiques, etc.) constituera un moyen de faire progresser notre réflexion et de construire de nouvelles revendications sur différentes thématiques, y compris celles mentionnées ci-dessus.

Fabrice Lallement et Laurent Richard - Co-secrétaires UFICT

AVEC MELONI AU POUVOIR COMMENT MILITEZ-VOUS ?



Avec le gouvernement Meloni, les droits des travailleurs et les libertés démocratiques sont attaqués : c'est pourquoi, en tant que Fiom-Cgil, nous avons organisé de nombreuses initiatives pour contre-attaquer à la fois socialement et politiquement.

Le climat à l'égard de la CGIL n'a cessé de se dégrader au fil des ans ; il ne faut évidemment pas mettre les deux choses sur le même plan, mais d'une part, il y a eu une prolifération d'écrits offensants et de dommages à nos bâtiments, et d'autre part, le gouvernement Meloni a fait de la CGIL son principal ennemi (compte tenu également de la faiblesse de l'opposition politique des partis).

Le gouvernement a identifié la CGIL comme le seul obstacle qui, en raison de la masse de notre organisation (plus de 5 millions de membres) et de notre ancrage social et dans les lieux du travail, peut s'opposer à ses politiques, notamment sociales et économiques. C'est pourquoi les ministres du gouvernement ne cessent d'attaquer la CGIL, notamment en dénonçant son caractère « politique ».

La CGIL a évidemment un caractère politique, mais dans la bouche des représentants du gouvernement, ce terme prend un sens péjoratif : il signifie qu'au lieu d'exercer l'activité typique d'un syndicat, la CGIL exerce celle d'un parti.

Le Premier ministre Meloni, s'exprimant lors de l'assemblée générale de le syndicat Cisl, a durement attaqué les syndicats qui, selon elle, sont porteurs d'une « vision toxique et conflictuelle » des relations avec son gouvernement.

Ce n'est pas un hasard si Meloni a rassemblé les termes «toxique» et «conflictuel» : pour ce gouvernement, le conflit social est un mal à éradiquer. Et pour extirper le conflit social, le gouvernement Meloni, en plus des attaques politiques, n'hésite pas à proposer des projets de loi qui restreignent fortement la liberté de manifestation. Il s'agit du projet de loi n° 1.600, connu sous le nom de «décret de sécurité». Cette mesure, si elle est approuvée, réduira les espaces de liberté et de dissidence. En raison de cette approche, il existe un risque réel que les manifestations syndicales soient criminalisées car elles pourraient être qualifiées d'«interruption d'un service public» ou de «barrage routier». Cela limitera considérablement la possibilité d'organiser des mobilisations pour défendre les droits des travailleurs. Pensons, par exemple, à ce qui pourrait se passer si, pour empêcher la fermeture d'une entreprise et les licenciements, le syndicat organise une garnison dans la rue, devant les portes de cette usine: le risque est d'être accusé du délit de blocage de route et d'interruption d'un service public.

C'est pourquoi, en tant que Fiom et CGIL, nous faisons partie du Réseau National «No ddl sicurezza», composé de dizaines et de dizaines d'associations et de mouvements sociaux, qui organise des mobilisations contre ce projet, y compris le grand cortège à Rome le 14 décembre.

Le gouvernement Meloni se caractérise également par une forte approche révisionniste visant à délégitimer la résistance et les valeurs de l'antifascisme. La Fiom a décidé de contrer cette tentative en participant activement aux activités de l'ANPI (Association nationale des partisans italiens) et en organisant des assemblées sur l'antifascisme dans les lieux de travail, en particulier dans les jours précédant les manifestations du 25 avril, jour où l'Italie a été libérée du fascisme. Une chose à retenir et à expliquer aux jeunes est qu'en Italie, ce sont les grandes grèves des travailleurs entre 1943 et 1944 qui ont déclenché la résistance contre le fascisme: sous le régime fasciste, les conditions des travailleurs se sont considérablement dégradées.

Nous sommes convaincus que c'est sur le plan social qu'il faut s'opposer en priorité à ce gouvernement. Les conditions des travailleurs et des classes populaires ne cessent de se dégrader : les salaires sont bas et ne suivent pas l'inflation, les crises

industrielles se multiplient et le gouvernement n'en a pas résolu une seule, la précarité se généralise, le nombre de morts et d'accidentés du travail atteint des chiffres impressionnants, le service de santé s'est américanisé et les délais d'attente pour un examen ou un traitement sont de plusieurs mois, le revenu de citoyenneté (pour les personnes sans emploi) a été supprimé, l'âge pour la retraite est très élevé et les futurs retraités recevront de faibles pensions, etc.

Voilà la réalité que le gouvernement ne peut pas effacer avec sa propagande, car ce sont des choses que la classe ouvrière connaît concrètement.

Le gouvernement actuel n'ayant aucune intention de s'attaquer aux problèmes sociaux; donc la CGIL a présenté 4 référendums, signés par plus d'un million de citoyens : pour l'abrogation de la loi sur les licenciements, qui empêche les personnes de retourner au travail après un licenciement déclaré illégitime par un juge; pour l'annulation du plafond des indemnités économiques en cas de licenciement dans les petites entreprises; pour la réduction de l'emploi précaire; et pour la santé et la sécurité au travail.

Un cinquième référendum, présenté par d'autres organisations mais soutenu par la CGIL, propose de réduire de 10 à 5 ans, le délai de résidence légale en Italie pour l'obtention de la nationalité italienne.

Le vote pour ces référendums aura lieu les 8 et 9 juin, et pour que le résultat soit valide, 50% plus 1 des électeurs doivent voter.

Le gouvernement a exhorté les électeurs à ne pas voter, afin que le quorum ne soit pas atteint. Ici encore, le gouvernement a montré de quel côté il se trouve: à savoir contre les droits des travailleurs.



Matteo Gaddi - Centre d'études et Département international Fiom-Cgil

Construire le prochain mandat

Le document préparatoire est une ébauche du document d'orientation, élaborée et validée par la direction fédérale sortante. C'est elle qui a défini les thèmes à soumettre au débat du congrès, les revendications à porter, les actions visant à favoriser la vie syndicale et le renforcement dans l'organisation, à partir de l'état de nos forces organisées, de même qu'elle a déterminé les moyens d'action pour parvenir à nos objectifs.

Ce document a été communiqué aux syndicats préalablement au congrès, afin qu'ils l'examinent, qu'ils en débattent, et qu'ils soumettent leurs **propositions d'amendement**.

Les délégués, en s'appuyant sur leur travail de préparation du congrès, devront se faire l'écho de ces débats et pourront défendre devant le congrès, s'ils sont mandatés dans ce sens, leurs propositions d'amendement.

Ces propositions d'amendement ont été examinées par la **commission des amendements**, qui délivre son avis sur l'acceptation ou pas, totale ou partielle, de chaque amendement. Les délégués sont invités à débattre, afin de décider ensemble du contenu de ce qui deviendra le **document d'orientation**

de la fédération pour le prochain mandat. C'est dire si ce moment du congrès est un des piliers de sa réussite !

Ces orientations, votées par les délégués, seront la boussole du mandat qui sera confié à la **nouvelle direction fédérale**, qui devra les mettre en œuvre et en rendre compte.

PREMIERE APPROCHE DE LA NOUVELLE DIRECTION FEDERALE

Hier soir, mercredi 4 juin, le Conseil National s'est réuni pour débattre de la première approche de la nouvelle direction fédérale, construite par la direction fédérale sortante.

C'est le Conseil National qui présente la proposition de liste du **nouveau Comité Exécutif de la Fédération** (CEF), soumise ensuite au vote des délégués. Cette liste est composée de camarades proposés par les syndicats.

Ce nouveau CEF aura la charge de diriger la fédération pour le prochain mandat. Il aura à impulser l'activité de la fédération, définir les revendications à porter et les moyens pour le faire, sous contrôle du document d'orientation.

Le congrès...en off !



Le dessin de Babouse

**SCAN ICI POUR RÉPONDRE
À NOTRE QUESTIONNAIRE
COMMUNICATION!**



<https://www.instagram.com/ftmcgt>

**LA FTM-CGT VIENT
D'ARRIVER SUR
INSTAGRAM !
REJOINS-NOUS!**



326 délégués
actifs

75 251 délégués
directs

délégués **34** délégués
groupés retraités

45 femmes
au ♥ de nos
travaux

45 jeunes de moins
de 35 ans
dont **14** n'ont pas
30 ans

un souffle de jeunesse et d'énergie
pour l'avenir.

**Ce soir 19h30 :
Soirée fraternelle ! Soyez à l'heure !**

La traditionnelle **soirée fraternelle** se tiendra le **jeudi 5 juin** à partir de **19h30**, à la **salle Étoile**. Ce rendez-vous sera l'occasion de se retrouver dans une ambiance fraternelle et festive. Au programme : le groove irrésistible du **Bal**

Pygmée, suivi par l'humour engagé et décalé de **Yvan Le Bolloc'h**, avant de finir la soirée sur la piste avec un **DJ** aux platines. Une soirée pleine de rires, de musique et de partage, à ne surtout pas manquer !